Relevé de décisions Conseil de l'ED LLSH – 24 mars 2025

Etabli par Laure Gardelle

Présents : Yekta Akhbarifar, Kheira Baraka, Lana Bennett, Elisabetta Carpitelli, Yu Chen, Viviane Clavier, Laure Gardelle, Delphine Gleizes (procuration à Delphine Rumeau pour le point 1), Marion Le Corre Carrasco, Marie Mianowski, Elke Nissen, Emma Orsolini, Delphine Rumeau, Cécile Terreaux-Scotto

Excusés : Sarah Arab-Gautier, Benoit Lafon (procuration à Viviane Clavier), Leonardo Casalino (procuration à Cécile Terreaux-Scotto), Pascal Clouaire (procuration à Laure Gardelle), Pascale Galliard, Cécile Gauthier, Nicolas Marchand (procuration à Elisabetta Carpitelli), Dorothée Oster, Murielle Victouron (procuration à Laure Gardelle)

Absents : Alice Henderson, Doriane Simonnet

ODJ :

0. **Approbation du CR du 27 janvier 2025**
1. **Prix de thèse 2025**
2. **Demandes de subvention**
3. **Ajustement du formulaire de demande de subvention pour organisation d'événement scientifique**
4. **Ajustements du RI**
5. **Rappel : venue de la conférencière IDEX en avril**
6. **Questions diverses**

0. **Approbation du CR du 27 janvier 2025**

-> Vote : CR approuvé à l'unanimité

1. **Prix de thèse**

-> Vote :

- ouverture d'un prix de thèse académique interdisciplinaire au niveau de l'ED pour 2025
- classement des candidatures pour le prix académique « classique »

2. **Demandes de subvention**

-> Vote : 1565€ attribués, conformément aux règles en vigueur dans l'ED.

3. **Ajustement du formulaire de demande de subvention pour organisation d'événement scientifique**

Suite au Conseil d'ED du 27 janvier 2025, une proposition est faite pour guider les doctorants dans la constitution d'un budget raisonnable.

-> Finalisation en Conseil.

4. Ajustements du RI

4.1. Seuil minimal de ressources

Le tribunal administratif a cassé l'article du RI du Collège fixant un seuil minimal de ressources. En conséquence, il faut modifier l'article du RI de l'ED.

-> **Nouvelle formulation du RI du Collège :**

« Le financement

Les doctorants et doctorantes inscrits à l'UGA doivent disposer de moyens financiers leur permettant de vivre décemment et de conduire correctement leurs travaux de recherche. L'UGA fait de la lutte contre la précarité de ses doctorants et doctorantes une priorité et vérifiera chaque année, via ses écoles doctorales, que **les doctorants et doctorantes disposent des financements nécessaires.** »

-> **Modification du RI de l'ED :**

« 10.2. Conditions de financement

Conformément aux principes des Chartes et du Code de conduite mentionnés plus haut, les doctorant.e.s inscrits à l'UGA doivent disposer de moyens financiers leur permettant de vivre décemment et de conduire correctement leurs travaux de recherche. L'UGA a fait de la lutte contre la précarité de ses doctorant.e.s une priorité et vérifiera chaque année, via ses écoles doctorales, que les doctorant.e.s disposent des financements nécessaires.

Le Conseil de l'ED a fixé un seuil de financement **minimal** correspondant au RSA, soit 565 euros/mois, **mais ce seuil ne garantissant pas l'absence de précarité, une attention particulière sera portée aux dossiers annonçant un revenu nettement inférieur au SMIC.** »

-> Vote : adoption à l'unanimité moins 1 abstention.

4.2. Taux d'encadrement

Le tribunal a cassé également la légitimité du Collège à fixer un seuil maximal d'encadrement par directeur. A la différence du seuil minimal de ressources, c'est seulement une question de niveau de décision : c'est l'ED qui reste légitime, et le Collège « recommande » seulement cela. Nous gardons donc notre RI en l'état sur ce point.

4.3. Proposition d'ajout d'extrait du RI du Collège

Ajout au RI d'un article déjà présent dans celui du Collège, précisant le cas des conventions lorsqu'il y a encadrement de doctorants extérieurs à l'ED.

5. Rappel : venue de la conférencière IDEX en avril

6. Questions diverses